

Les crédits

R-D. Elles ne touchent pas uniquement la R-D comme telle.

Le gouvernement n'hésite pas à dire que la R-D est l'affaire de toute la société, que le gouvernement devrait faire sa part, mais les provinces et le secteur privé aussi. Il nous faut tenir compte des effets néfastes que ces compressions et la réduction des paiements de tranfert auront sur la R-D.

Le gouvernement a en outre réduit les programmes de formation et de recyclage. Certes, le premier ministre et le ministre soutiennent que nous avons les meilleurs programmes de formation du monde. Ils reposent maintenant sur les épaules des employeurs et des travailleurs. Comment cela aide-t-il les pauvres étudiants? Telle est la logique du gouvernement conservateur. Il impose des frais administratifs de 3 p. 100 à l'aide aux étudiants.

[Français]

Il faut être pauvre, c'est pour cela qu'on emprunte de l'argent. On ne l'emprunte pas si on l'a déjà. Qu'est-ce que le gouvernement a fait? Ils ont dit: Puisque vous êtes pauvres, puisque vous avez besoin d'emprunter de l'argent, on va vous demander de payer un tarif supplémentaire de 3 p. 100, en sachant fort bien que la dette des étudiants augmente, et elle est vraiment extrêmement haute, en sachant fort bien que les tarifs qu'ils ont à payer chaque année augmentent davantage.

[Traduction]

C'est sans parler de l'incidence négative que la taxe sur les produits et les services aura sur l'éducation. Nous en parlerons au cours des quelques semaines à venir. C'est sans parler non plus des subventions postales qui étaient censées avoir été absorbées. C'est une promesse que le gouvernement précédent avait faite et qu'il n'a pas tenue. Ces subventions doivent être absorbées.

Voilà comment le gouvernement s'y prend pour aider l'éducation, les sciences et la technologie, et la recherche et le développement. Or il se vante souvent des 240 millions de dollars qu'il a consacrés aux centres d'excellence. Il s'agit d'un noble programme, nous l'avons reconnu. Mais quand on impose des compressions budgétaires de près de 10 milliards de dollars, ou quand c'est échelonné sur plusieurs années, il n'est pas très difficile

de donner 250 millions ou 500 millions de dollars. Je dois vous dire que c'est vraiment très très facile.

Le gouvernement n'est jamais vraiment disposé à dire que ces 240 millions de dollars destinés aux centres d'excellence—sans parler des compressions de 10 milliards qu'il effectuera à moins qu'il ne change d'avis—ne financent aucun projet de recherche en humanités ou en sciences sociales. Il n'y a aucun projet visant à étudier la société canadienne pour savoir comment vous et moi et les travailleurs vont changer dans une société technologique en mutation. Cela me paraît déplorable, et je pense que cela en dit beaucoup sur l'orientation du gouvernement dans ce domaine.

[Français]

... si nous allons maintenir, augmenter, si vous voulez, notre compétitivité, si nous voulons être des leaders et non des suiveurs, on n'a vraiment pas le choix, il faut regarder, réétudier ce que fait le gouvernement. Il faut s'assurer d'avoir une politique qui soit vraiment très forte, une politique sensible à ce qu'est le Canada, ce dont ont besoin les Canadiens et les Canadiennes.

Je vous demande de pousser le gouvernement à faire cet examen de conscience, essayer de voir ce qu'ils peuvent changer afin de répondre de façon très honnête, de façon très précise aux besoins des Canadiens et des Canadiennes de toutes les régions du Canada.

[Traduction]

M. Winegard: Madame la Présidente, je n'ai que quelques observations à faire au sujet des transferts du gouvernement du Canada aux provinces.

Comme mon collègue le sait, les transferts dont il parle représentent, cette année, environ 1/2 p. 100 des budgets provinciaux et, l'année prochaine, environ 1 p. 100 de ces budgets. Nous demandons aux provinces de dépenser au même rythme que nous. À mon avis, c'est assez raisonnable.

Permettez-moi de parler maintenant du financement des programmes établis. Mon collègue sait pertinemment qu'il s'agit de transferts inconditionnels aux provinces et que rien ne garantit qu'ils seront ou ont été consacrés aux soins de santé et, plus particulièrement, à l'enseignement postsecondaire. C'est un des problèmes que pose le transfert simple sans condition.

Ce n'est pas le gouvernement qui est à blâmer. C'est en 1977 que le gouvernement libéral a rendu ces transferts totalement inconditionnels. Maintenant, les libéraux veulent retourner en arrière et disent: «Nous vou-